



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°27 – du 3 au 9 septembre 2021

## En bref

- La banque en ligne britannique Revolut prépare le lancement d'un service de type « buy now, pay later ». Une consultation du Trésor pour réguler ces produits devrait bientôt être ouverte.
- La Banque d'Angleterre n'impose plus à ses agents de revenir au moins une fois par semaine au bureau.
- Le niveau des loyers hors de Londres accélère au rythme le plus marqué depuis 13 ans, selon Zoopla.



### LE CHIFFRE À RETENIR

1,6 M

Le nombre de personnes encore au chômage partiel fin juillet

## Fait marquant : Le Royaume-Uni fait face depuis plusieurs semaines à une pénurie de travailleurs

La pénurie de main d'œuvre et ses conséquences sur l'économie britannique, sont désormais visibles pour les consommateurs (indisponibilités ponctuelles de certains produits dans les commerces et restaurants). Si cette situation a pu être accrue par l'absentéisme forcé des contacts de malades de la Covid, notamment en juillet (« pingdemic »), elle semble à court terme résulter davantage du durcissement des règles britanniques en matière d'immigration post-Brexit qui ne permet pas à nombre de travailleurs étrangers de venir ou revenir au RU à l'issue de la pandémie. L'organisation professionnelle du secteur de l'industrie *Confederation of British Industry* (CBI) a averti que ces

pénuries – qui affectent entre autres les secteurs de la construction, de la distribution et de l’hôtellerie-restauration, le transport routier (déficit estimé à 90 000 chauffeurs) et l’agriculture (les organisations professionnelles évaluent le déficit de 500 000 personnes) – pourraient perdurer pendant deux ans.

Misant sur le caractère cyclique d’une large partie des désajustements constatés, le Gouvernement refuse catégoriquement d’assouplir sa politique migratoire et d’étendre la liste des métiers pour lesquels les conditions d’immigration sont assouplies. Le ministre du BEIS, Kwasi Kwarteng, a écrit aux chefs d’entreprise pour indiquer que la main-d’œuvre étrangère n’offrait qu’une « solution temporaire et à court terme ». Il a exhorté les employeurs à aider les « nombreux travailleurs basés au Royaume-Uni [qui] sont désormais confrontés à un avenir incertain et doivent trouver de nouvelles opportunités d’emploi ».

Face à cette situation, des entreprises proposent des primes et augmentations de salaires pour attirer des candidats, notamment dans le secteur du transport routier. Au niveau macroéconomique, la croissance des salaires serait actuellement comprise entre 3,5 et 4,9 %, selon l’ONS, et pourrait alimenter la dynamique de l’inflation. L’impact de ces tensions, pour partie conjoncturelles, sur l’intensité de la reprise est difficile à apprécier à ce stade, mais de premiers indicateurs avancés signalent déjà un début d’essoufflement du rebond amorcé au printemps.

## Actualité macro-économique

**Le gouvernement engage des hausses d’impôts pour financer les secteurs de la santé et de la protection sociale** – B. Johnson a annoncé une augmentation de 1,25 % des taux des contributions (employés et employeurs) à la *National Insurance* à partir d’avril 2022, accompagnée d’une augmentation du même montant de la taxation sur les dividendes. Ces hausses permettraient de lever 14 Md£ de recettes supplémentaires chaque année, dont 12 Md£ en moyenne seraient attribués au système de santé et de protection sociale et 2 Md£ au titre de l’impact pour l’Etat employeur. Cette nouvelle ressource permettrait donc de financer

36 Md£ de dépenses supplémentaires pour les trois prochaines années, dont 25 Md£ alloués au système de santé anglais pour gérer les conséquences de la pandémie, 5 Md£ pour les nations dévolues et 5,3 Md£ pour la prise en charge des personnes dépendantes. A plus long terme, la majorité de cette ressource devrait être allouée au financement pérenne de la prise en charge de la perte d’autonomie.

**La loi de finances britannique pour 2022-2023 sera présentée fin octobre** – Le Chancelier a confirmé qu’il présentera le *Budget* (le volet recettes de la loi de finances) et une revue des dépenses pluriannuelle (sur 3 ans) le 27 octobre, consécutivement à la publication des nouvelles prévisions économiques de l’*Office for Budget Responsibility*. R. Sunak a rappelé que les priorités du gouvernement seraient notamment le *levelling-up*, la transition écologique, *Global*

*Britain*, et le soutien à la croissance à travers les infrastructures et l'innovation. Les crédits alloués aux ministères ne devraient pas évoluer par rapport à ceux déterminés dans le dernier budget (présenté en mars 2021), nonobstant la hausse des crédits alloués au système de santé, financée par la hausse des contributions sociales. Le Chancelier a averti que toute nouvelle dépense aurait vocation à être financée par une hausse de la fiscalité.

**La croissance a ralenti en juillet** – Le PIB a crû de 0,1 % en juillet en glissement mensuel, en-deçà du consensus à 0,5 %. Ce ralentissement marqué s'explique par une hausse significative des cas positifs au Covid et des cas contacts («pingdemic») qui a entraîné une baisse d'activité dans les secteurs de la distribution, des transports et de l'hôtellerie-restauration notamment. Ainsi, la croissance du secteur des services a été nulle en juillet, tandis que le secteur de l'industrie a crû de 1,2 %, compensant la contraction de 1,6 % du secteur de la construction. La reprise semble être repartie à la hausse en août, l'enquête BICS de l'ONS indiquant une augmentation de 1,2 % des profits des entreprises en glissement mensuel et les indicateurs de mobilité signalant une utilisation accrue des transports. Cependant, la hausse attendue des cas positifs au Covid à la rentrée pourrait freiner les comportements de consommation de services à la personne. En outre, le revenu disponible de certains ménages sera contraint par l'extinction complète du dispositif de chômage partiel, la suppression du versement additionnel de 20 livres hebdomadaires au titre de l'allocation sociale universelle (*universal credit*) et l'accélération de l'inflation.

## Actualité commerce & investissement

**Selon des fuites relayées dans la presse, le Royaume-Uni aurait cédé à la demande australienne d'exclure la référence explicite à l'objectif de baisse de 2°C fixé dans l'Accord de Paris de leur futur accord commercial** – L'information n'a pas été démentie par le gouvernement britannique qui fait valoir que l'accord comportera des dispositions réaffirmant les engagements découlant de l'Accord de Paris. Le Premier ministre australien [Scott Morrison](#) a indiqué, à la suite de ces révélations, que son gouvernement s'était bien opposé à l'inclusion d'engagements spécifiques car « *ce n'est pas un accord sur le climat, c'est un accord commercial* ». Alors que le Royaume-Uni et l'Australie avaient annoncé la signature d'un accord de principe le 17 juin dernier en marge du G7 (le premier pour le RU post Brexit avec un pays tier), cette affaire fragilise l'ambition climatique du pays à l'aune de sa présidence de la COP26 prévue à Glasgow en novembre prochain.

**Le Royaume-Uni a annoncé la prolongation unilatérale des «périodes de grâce» dans le cadre du Protocole nord-irlandais** – Le Royaume-Uni a annoncé le 6 septembre qu'il reportait la mise en oeuvre des contrôles sur les marchandises transitant vers l'Irlande du Nord. David Frost a indiqué que le gouvernement britannique allait «continuer à maintenir le protocole sur sa base actuelle. Cela inclut les périodes de grâce et les souplesses actuellement en vigueur». En réponse, la Commission européenne a pris note des annonces, réaffirmé son opposition à la renégociation du Protocole et s'est déclaré ouverte pour trouver des solutions pratiques pour le mettre en oeuvre de manière effective. S'agissant de la procédure d'infraction engagée en mars dernier, la Commission s'abstient d'une reprise de celle-ci suite à sa suspension en juillet dernier afin de poursuivre les discussions avec les autorités britanniques. Pour mémoire, en juillet dernier, le gouvernement britannique avait fait la demande d'un moratoire sur le Protocole à la suite de la publication d'un *command paper* en vue d'une renégociation de ce texte.



**La Trade Remedy Authority va réexaminer sa recommandation relative aux mesures de sauvegarde sur l'acier** – Ces mesures sont définies comme des mesures d'urgence qui peuvent être adoptées lorsqu'un secteur est affecté de façon significative par une hausse imprévue, conséquente, et soudaine des importations. Pour mémoire, en juin dernier, la TRA avait préconisé la prolongation des mesures de sauvegarde pour 10 catégories de produits sur les 19 héritées des mesures européennes pour une période supplémentaire de trois ans. Le gouvernement britannique avait, néanmoins, décidé d'ajouter cinq catégories supplémentaires pour une période d'un an. Ce réexamen, permettant aux entreprises de faire valoir leurs arguments une fois la décision prise, fait suite à la demande de l'industrie sidérurgique considérant que l'application de la recommandation initiale émise par la TRA à la fin de cette période d'un an menacerait la pérennité du secteur sidérurgique britannique.

**Le Royaume-Uni espère conclure des accords d'investissement avec les Pays du Golfe lors du Global Investment Summit du 19 octobre** – Selon une source du DIT citée par CityAM, cette volonté s'inscrit dans la stratégie adoptée depuis quelques mois par le gouvernement britannique afin de tisser des liens plus étroits avec le Conseil de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Qatar, Oman, Bahreïn, Koweït). Pour mémoire, le Royaume-Uni a signé un partenariat d'investissement entre les Emirats arabes unis en mars dernier (« [UAE-UK Sovereign Investment Partnership](#) »), à hauteur de 800M£, notamment dans les domaines des sciences du vivant, des nouvelles technologies, du développement des énergies propres et des infrastructures.

## Actualité financière

### 1 Réglementation financière et Marchés

**La Financial Conduct Authority (FCA) souhaite des pouvoirs accrus afin de protéger les consommateurs d'investissements en crypto-monnaie douteux** – Charles Randell, président de la FCA, a [déclaré](#) qu'il faudrait « beaucoup de réflexion » afin d'élaborer un ensemble complet de règles concernant les crypto-monnaies, mais qu'en attendant, des mesures étaient nécessaires pour prévenir d'éventuels investissements risqués ou frauduleux, en particulier dans le contexte de démarches d'influenceurs faisant la promotion de *tokens*, dont certains semblent « ne pas exister du tout ». Pour C. Randell, de nouvelles réglementations devraient exiger que les messages publicitaires sur les crypto-monnaies soient clairs sur les risques de ces produits.

**Selon TheCityUK, des réformes de la fiscalité et du droit du travail sont nécessaires pour la compétitivité de la City face à la concurrence de New-York et Hong-Kong** – Dans un [rapport](#) publié cette semaine, TheCityUK considère que la position de Londres en tant que centre financier mondial de premier plan est menacée en l'absence de réformes de la fiscalité et du droit du travail. D'après l'étude, la capitale britannique a perdu des marchés par rapport à ses principaux concurrents au cours de la dernière décennie. La stratégie présentée par TheCityUK préconise que le Royaume-Uni se concentre sur des domaines stratégiques clés, dont les données et la technologie ; les opportunités d'investissement international ; et la gestion des risques.

### 2 Banques et Assurances

**Lloyds fait face à une bataille judiciaire concernant des prêts hypothécaires liés à la valeur immobilière** – *Lloyds Banking Group* est poursuivi devant la Haute Cour par 150 propriétaires qui affirment avoir perdu des milliers de livres après avoir contracté des prêts hypothécaires dits « à plus-value partagée », liés

à l'augmentation du prix des propriétés immobilières. Ces derniers permettaient aux emprunteurs de contracter un prêt sur leur maison à condition que la banque reçoive un pourcentage de la croissance de la valeur nette lorsque la propriété était vendue. Cependant, depuis que ces prêts hypothécaires ont été accordés à la fin des années 1990, les prix des maisons ont plus que quadruplé, laissant certains propriétaires redevables de centaines de milliers de livres de plus que leur prêt initial. D'après *Teacher Stern*, le cabinet d'avocats représentant les propriétaires, la valeur des réclamations pourrait s'élever à 50 M£, les prêts hypothécaires étant selon eux « fondamentalement inadaptés » aux consommateurs et « intrinsèquement injustes » aux termes de la loi de 1974 sur le crédit à la consommation. Barclays, qui faisait également l'objet d'une action en justice pour des produits similaires, a conclu un accord avec 37 emprunteurs en juin.

**Goldman Sachs s'apprête à introduire un nouveau véhicule d'investissement, *Petershill Partners*, à la Bourse de Londres** – *Petershill Partners* devrait lever environ 750 M\$ par le biais d'une première IPO qui donnera aux investisseurs institutionnels tels que les fonds de pension l'opportunité de partager les bénéfices des sociétés de capital-investissement et des fonds spéculatifs sans avoir à prendre des participations directes dans ces sociétés. Le véhicule détient des participations minoritaires dans 19 gestionnaires d'actifs alternatifs - y compris des fonds spéculatifs, des fonds de

capital-investissement et des sociétés de capital-risque - avec des actifs sous gestion combinés de 187 Mds\$, et devrait être évalué à 5 Mds\$. La cotation implique que les investisseurs institutionnels actuels vendent 25 % de leurs participations dans la société; de son côté, Goldman ne vendra aucune action dans le cadre de l'introduction en bourse, mais continuera à gérer le portefeuille pour le compte des investisseurs.

**Schroders et 63 autres gestionnaires d'actifs ne sont pas approuvés par le *Financial Reporting Council (FRC)* comme signataires du *UK Stewardship Code*** – Consécutivement au renforcement du code de gestion du FRC - le [UK Stewardship Code](#) - en 2020 afin de mieux surveiller les décisions d'investissement et éviter le *greenwashing*, les 300 gestionnaires d'actifs signataires de l'ancien code ont dû se réinscrire. Des 189 demandes reçues par le FRC, 125 seulement ont été approuvées, dont BlackRock, Fidelity et M&G, tandis que Schroders et 63 autres gestionnaires n'ont pas réussi à redevenir signataires. Le code révisé stipule que les gestionnaires d'actifs doivent non seulement rendre compte des actions entreprises pour sélectionner leurs investissements (telles les réunions avec les entreprises ou le vote lors des assemblées annuelles), mais également fournir des preuves des résultats de ces actions. D'après le FRC, le manque de preuves appropriées concernant les résultats est la principale raison pour laquelle les 64 entreprises n'ont pas pu devenir signataires à ce stade.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)